Arrête n° ……………….

**PORTANT SANCTION DE LICENCIEMENT SANS PRÉAVIS NI INDEMNITÉ**

M/Mme ……………………………………………….......

**Logo Collectivité**

**Comment compléter le projet d’arrêté :**

**Les éléments en bleu** ne doivent être conservés dans l’arrêté que si la collectivité ou l’agent sont concernés.

**Les éléments en orange** visent à expliciter les différents contenus, et doivent être supprimés dans l’arrêté final.

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU le code général de la fonction publique,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 36-1 et 42,

VU le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

VU le courrier adressé en recommandé avec accusé réception n° du ***(date)***....... informant **M. / Mme…….........** de la procédure disciplinaire engagée à son encontre et lui indiquant son droit à :

• la communication de son dossier individuel dans son intégralité ainsi que du rapport disciplinaire et des documents annexés à ce rapport,

• l’assistance d’un ou plusieurs conseils de votre choix,

• la présentation d’observations

• garder le silence durant toute la procédure disciplinaire

VU le compte-rendu de l’entretien préalable à licenciement du ***(date)***....................

VU le procès-verbal de consultation du dossier individuel et disciplinaire du,

VU l'avis du conseil de discipline du ***(date)....................*** **favorable/défavorable (préciser le sens de l’avis du conseil de discipline)** à la proposition de licenciement sans préavis ni indemnité **et proposant une sanction de …… (en cas d’avis défavorable au licenciement),**

Considérant les motifs de droit et de fait suivants **(motivation de la sanction : indiquer la nature, les circonstances ainsi que la date des faits reprochés et justifier leur caractère fautif)** : ...................................................................................................................................................................................................................... ; que ces faits constituent des manquements aux obligations professionnelles et déontologiques auxquelles sont soumis les agents publics, en particulier aux obligations suivantes : ***(préciser)***...........................................................................................................................................................................................................................

**(le cas échéant :)** Considérant qu'il a été décidé de **suivre/ne pas suivre** l'avis du conseil de discipline **pour les motifs suivants** : ***(à préciser en cas d’avis non suivi par la collectivité)***............................................................................................................................................................................................................................

**(le cas échéant :)** **Considérant qu’il convient de solder les congés annuels restant avant la date effective du licenciement,**

**\* \* \***

**ARRÊTE**

**Article 1er :** Est infligée à **M. / Mme** ............ **(nom, prénom, poste occupé)** la sanction de licenciement sans préavis ni indemnité à compter du … ***(date qui ne peut être rétroactive)*** , date à compter de laquelle **il/ elle** est radié**(e)** des effectifs.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé**(e)** et versé à son dossier ; ampliation en sera adressée :

- au président du centre de gestion,

- à l'agent comptable de la collectivité.

Fait à ……………………………. le ……………………….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

**ou**

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :